



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CONF.191/L.14
19 mai 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Troisième Conférence des Nations Unies
sur les pays les moins avancés
Bruxelles (Belgique), 14-20 mai 2001

Réunion parallèle

HUITIÈME SOMMET MONDIAL DES JEUNES ENTREPRENEURS

Résumé établi par le secrétariat de la Conférence

1. Le 8ème Sommet mondial des jeunes entrepreneurs, ouvert par un comité de personnalités, était présidé par le Secrétaire général du Sommet et Directeur exécutif de l'Institute for Leadership Development.
2. Né d'une initiative lancée par l'Institute for Leadership Development de la York University, de Toronto (Canada), le Sommet mondial des jeunes entrepreneurs a fait la preuve de sa capacité de promouvoir la formation de réseaux, la création de coentreprises et le développement des jeunes entreprises. Ainsi, l'édition précédente, organisée à New York, avait facilité la création de 167 coentreprises internationales, et davantage encore devraient être créées cette fois-ci.
3. Ont participé au 8ème Sommet 251 jeunes entrepreneurs de quelque 27 PMA et des pays suivants : Canada, Chine, États-Unis, Fédération de Russie, France, Géorgie, Inde, Maroc, Ouzbékistan et Royaume-Uni.

4. Le 8ème Sommet mondial, qui avait pour ambition de réunir tous les acteurs ayant un impact sur le processus de développement, s'est tenu à Bruxelles à l'occasion de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. La participation du secteur privé, et en particulier de jeunes entrepreneurs, à cette conférence est une expérience novatrice qu'il faudrait renouveler. Les jeunes entrepreneurs, surtout ceux des PMA, peuvent ainsi établir des contacts et renforcer leurs partenariats avec d'autres entrepreneurs, les organismes des Nations Unies et les gouvernements. Ces partenariats facilitent la coopération entre les entrepreneurs et leurs gouvernements respectifs en vue de la création d'un environnement propice au développement des entreprises et à la bonne gouvernance. Les jeunes entrepreneurs devraient, lorsqu'ils créent leur entreprise et dans la conduite de leurs affaires, garder à l'esprit les objectifs de développement de leur pays.

5. Les jeunes entrepreneurs ont été invités à réfléchir à leur rôle en tant que créateurs de richesse et à leur aptitude à changer la société, en vue de favoriser le développement des PMA. Ils ont également été invités à rejoindre l'Organisation des Nations Unies dans sa lutte contre la pauvreté dans le monde en participant activement à la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire, s'agissant en particulier de l'objectif de réduire de moitié la pauvreté dans les 15 ans à venir. Les jeunes entrepreneurs devraient également contribuer à promouvoir l'application du programme Action 21 de la Déclaration de Rio sur le développement durable. Il est particulièrement important qu'ils tiennent compte, dans la conduite de leurs activités, des préoccupations sociales et des questions d'environnement.

6. Il a été souligné que le dynamisme des entrepreneurs et des entreprises pouvait, par la création de nouvelles sociétés, la promotion des innovations et la création d'emplois, contribuer à réduire la pauvreté. Cela étant, dans la plupart des PMA et dans les autres pays en développement, les entrepreneurs se heurtent à plusieurs obstacles de taille, dont des difficultés d'accès aux marchés intérieurs et internationaux, aux ressources financières et à la technologie, et l'absence de contexte politique et général favorable.

7. Plusieurs sessions de formation étaient prévues, ainsi que des exposés consacrés à des moyens novateurs de tirer parti des possibilités de formation de coentreprises internationales. Les participants ont examiné différents mécanismes de collaboration dans le cadre de sessions de formation pratiques, intensives et interactives, d'exposés sur diverses questions, y compris les

possibilités de création sur place de coentreprises et la négociation de contrats, et d'une exposition commerciale virtuelle.

Lancement de l'Université mondiale du commerce (UMC)

8. La cérémonie de lancement a été présidée par l'Ambassadeur et Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation mondiale du commerce. Parmi les orateurs figuraient : le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, le Directeur exécutif du Centre du commerce international CNUCED/OMC, la Ministre canadienne de la coopération internationale, le Directeur de la Division des exportations et du développement industriel du Secrétariat du Commonwealth, l'Administrateur associé du PNUD, le Premier Vice-Président de la Banque de Montréal (Canada), l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président du Groupe des 77 et le Secrétaire général du Sommet, qui supervise la création de l'Université.

9. L'UMC répondra en partie aux besoins de renforcement des capacités pour le commerce, en particulier en ce qui concerne la mise en valeur des ressources humaines et la capacité institutionnelle de faire face à la mondialisation. Elle contribuera en outre, par un rôle d'information, à apaiser les différents groupes d'intérêts, entreprises et pays opposés à la mondialisation. L'UMC peut rapprocher le secteur public et le secteur privé au sein de partenariats. Cela permettra d'offrir un enseignement de qualité et des conseils objectifs sur les possibilités et les débouchés qu'offre le système commercial mondial. On a souligné que l'UMC devrait faire des ONG des pays en développement les premiers bénéficiaires de ses activités et poursuivre sa collaboration avec le Groupe des 77, en particulier dans le cadre d'initiatives de coopération Sud-Sud.

10. L'UMC comprend plusieurs volets. Tout d'abord, elle propose des cours. Ensuite, elle s'attachera à exploiter des idées et des techniques nouvelles d'enseignement et de diffusion de l'information, ce qui est fondamental pour évaluer et exploiter les marchés. Elle offrira des programmes d'enseignement en ligne et son futur partenariat avec des organisations internationales et des entités du secteur privé sera véritablement ouvert à tous. Enfin, un forum mondial sur le commerce se tiendra tous les 14 à 16 mois, qui sera consacré aux questions commerciales et autres questions connexes, en particulier celles qui relèvent de l'Organisation

mondiale du commerce. L'UMC délivrera des certificats et des diplômes en collaboration avec des universités reconnues.

11. Le lancement de l'UMC est l'occasion pour de nombreuses organisations internationales et de nombreux pays de réaffirmer leur volonté de collaborer. C'est le cas en particulier de l'OMC, du Centre du commerce international, de la CNUCED, du PNUD, du Secrétariat du Commonwealth et du Groupe des 77. Le secteur privé, et notamment l'International Business Leaders Forum et la Banque de Montréal (Canada), est également très favorable à cette initiative. Dès 2003, l'UMC proposera des programmes d'étude sur deux campus - au Canada et en Chine - puis rapidement après, sur 15 autres campus nationaux, et lancera des programmes d'enseignement en ligne.
